

# La chirurgie en crise

**Les organisations professionnelles des chirurgiens libéraux ont lancé un mot d'ordre de cessation de leur activité pour septembre si aucune mesure n'est prise d'ici là. Tant la chirurgie libérale que la chirurgie hospitalière connaissent une crise, analysée par le rapport Domergue <sup>(1)</sup>. Elle revêt des aspects différents dans les deux secteurs, mais avec un point commun : la perte de l'attractivité de cette discipline, en raison de ses contraintes d'exercice allant à contre-courant des aspirations contemporaines à une vie professionnelle moins prenante.**

Il est difficile de donner le nombre exact de chirurgiens exerçant en France car les statistiques émanent de sources diverses. Le rapport Domergue préconise à cet égard la création d'observatoires régionaux de la chirurgie, afin d'appréhender précisément la situation. Mais la tendance générale relevée est la nette diminution du nombre de praticiens exerçant la chirurgie générale, d'environ 1 % par an entre 1989 et 2002 selon l'Ordre, tandis que le nombre de chirurgiens qualifiés dans les différentes spécialités est plutôt en augmentation

(+ 8,5% pour les chirurgiens orthopédistes au cours de la même période). Pour les seuls praticiens libéraux, au 1<sup>er</sup> janvier 2003, la CNAMTS distingue 3 374 chirurgiens, soit une densité de 5,7 pour 100 000 habitants, 1 616 chirurgiens orthopédistes, soit une densité de 2,7, et 136 neurochirurgiens. Suivant la structure de formation issue de la réforme de 1991, qui comporte un DES de chirurgie générale et des DESC qualifiants dans les différentes disciplines, l'Ordre recense à la même date, tous modes d'exercice confondus, 4 757 chirurgiens

**1. La chirurgie française en 2003 : les raisons de la crise et les propositions.**  
**Prs J. Domergue et H. Guidicelli.**  
**Février 2003.**  
**Accessible sur le site :**  
[www.sante.gouv.fr](http://www.sante.gouv.fr)

**2. Tout Prévoir n° 351, p. 16.**

qualifiés en chirurgie générale, 2 158 en orthopédie, 406 en chirurgie vasculaire, 387 en urologie, 362 en chirurgie viscérale et digestive, 341 en neurochirurgie, 282 en chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique, 150 en chirurgie thoracique et cardiovasculaire et 73 en chirurgie pédiatrique, mais cela ne reflète pas exactement la réalité de la pratique.

Le nombre d'inscrits au DES de chirurgie générale, passage obligé pour les différentes disciplines, est passé de 450 en 1992 à 286 en 2002 et à cette dernière date, il n'y avait que 15 inscrits au DESC de chirurgie viscérale en 1<sup>re</sup> année, au lieu de 65 en 4<sup>e</sup> année. Ces chiffres rapportés par le rapport Domergue sont significatifs de la perte d'attractivité de la chirurgie pour les nouvelles générations d'internes. La chirurgie générale et digestive est particulièrement menacée, même si des manques s'annoncent également dans les autres disciplines dans le contexte général de déclin de la démographie médicale dans les prochaines années. Pour y remédier, le relèvement à 7 000 du numerus clausus a été décidé. Encore faut-il, pour que la chirurgie en bénéficie, que la répartition des postes à l'internat lui soit favorable et surtout que les internes choisissent cette spécialité.

